

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en

ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine

Dossier

N° 369 du 10.07

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré à part

L'ONU interdite d'accès, par Israël, des les territoires palestiniens occupés.

Les secrets du nucléaire israélien divulgués sur Internet.

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Hébron, l'intifada des caméras.

1-2 Un journaliste palestinien torturé par les services secrets israéliens, après avoir remporté un prix de journalisme à Londres.

1-3 La décision américaine qui vise la chaîne d'Al-Aqsa affirme la force des médias résistants.

2 Les brèves

2-1 Plus de 900 millions de dollars d'aide versés à l'Autorité palestinienne.

2-2 Gaza : le Hamas souhaite une augmentation des livraisons alimentaires.

2-3 L'émissaire de l'ONU exprime son 'inquiétude' face à la situation à Gaza.

3 Dossier

3-1 Entretien avec Pierre Barbancey : « 60 ans sans État. Palestine : la paix par le droit ».

3-2 L'étau autour des Palestiniens se resserre, et...

1 Haïm Ramon veut exclure les quartiers arabes de Jérusalem.

2 Les sionistes a l'œuvre...

3-3 Bilin, Ni'ilin : mur d'annexionmur d'expansion.

1 La construction du mur d'annexion en Cisjordanie se poursuit.

2 Manifestations de protestations des Palestiniens contre les actes expansionnistes du régime sioniste.

3 Témoignage de Iyad Burnat : Un Palestinien et 2 Français blessés à Bilin.

4 Heurts dans le village de Ni'ilin.

5 Israël lève le couvre-feu imposé à Nilin en Cisjordanie.

3-4 L'illégalité de la construction du mur d'expansion israélien.

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

4-1 Raja Shehadeh : Une petite promenade en Palestine – à moins que ce ne soit le « Grand Israël » ?

5 Analyse - Géopolitique et stratégie

5-1 Israël bientôt membre de l'Union Européenne.

Tiré a part.

L'ONU interdite d'accès, par Israël, des les territoires palestiniens occupés.

Un comité spécial de l'ONU, qui enquête sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés, a déclaré mardi avoir été empêché par Israël d'y accéder.

« Les autorités israéliennes ne nous ont pas permis de visiter les territoires palestiniens et n'ont donné aucune raison pour expliquer leur refus », a dit dans une conférence de presse à Amman le chef du comité, Prasad Kariyawasam, précisant toutefois qu'Israël ne reconnaissait pas leur mandat. Les trois membres du Comité spécial de l'ONU d'enquête sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme des Palestiniens et des autres Arabes des territoires occupés par Israël ont déjà visité l'Égypte et doivent se rendre en Syrie.

Ils ont exprimé leur « vive préoccupation » devant les conditions de vie des Palestiniens des territoires occupés. Ils ont souligné « la détérioration des droits de l'homme dans le territoire, la grave situation humanitaire dans la bande de Ghaza, la poursuite de la politique de colonisation (juive) et la barrière » érigée par Israël en Cisjordanie. « De telles politiques et pratiques doivent cesser car elles sont une sérieuse menace pour l'avenir du peuple palestinien et son autodétermination », a dit M. Kariyawasam. Le comité de l'ONU a recueilli des interviews de Palestiniens de la bande de Ghaza, de Cisjordanie, d'El Qods est par téléphone et certains témoins ont été empêchés de voyager à Amman où au Caire, a dit ce responsable. Il a ajouté que son groupe allait soumettre cette année un rapport à l'assemblée générale de l'ONU .

3 juillet

el-Watan

<http://www.france-palestine.org/article9373.html>

Les secrets du nucléaire israélien divulgués sur Internet.

"Le problème posé par ces armes n'a pas la place qu'il mérite dans le débat public alors qu'il est urgent de faire quelque chose à ce sujet au Moyen-Orient."

"Le site Armageddon soutient qu'il donne en ligne [en hébreu] de nombreuses informations sur le programme nucléaire israélien, ses sites de production et de stockage", rapporte Yediot Aharonot.

A l'origine de ce site se trouve un groupe d'intellectuels, de journalistes et de philosophes israéliens affilié à un groupe militant pour "un Moyen-Orient sans armes nucléaires, chimiques et biologiques", précise le quotidien israélien. "

Selon ce groupe, soutenu par de nombreuses organisations opposées à la prolifération des armes de destruction massive, le problème posé par ces armes n'a pas la place qu'il mérite dans le débat public alors qu'il est urgent de faire quelque chose à ce sujet au Moyen-Orient."

"Le projet est sponsorisé par le groupe britannique CND (Campaign for Nuclear Disarmament) et le site, dont le nom de domaine est enregistré en Israël, est hébergé par un fournisseur d'accès australien lui-même assisté par Enzyme, un groupe néo-zélandais qui soutient divers groupes progressistes", détaille Yediot Aharonot. Selon Gideon Spiro, un journaliste qui collabore à ce site, "aucune des informations publiées sur le site n'est confidentielle ; il n'y a donc aucune entrave à la loi. Seulement, quand il s'agit du programme nucléaire, le public est soumis à un lavage de cerveau par le gouvernement et ne possède de ce fait aucune information crédible." Ainsi, Armageddon n'est pas le seul site d'information sur les capacités nucléaires d'Israël. "Les sites abordant ce sujet sur la Toile seraient même assez nombreux. Mais la majorité des informations n'est pas disponible en hébreu."

Courrier international

publié le vendredi 11 juillet 2008

<http://www.france-palestine.org/article9413.html>

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Hébron, l'intifada des caméras.

L'organisation B'Tselem équipe les Palestiniens pour filmer les abus des colons.

Envoyée spéciale à Hébron DELPHINE MATTHIEUSSENT

Cisjordanie / Dia, Hussai et Mohammed Jabaari ne quittent pas l'écran du caméscope des yeux. Serrés, tête contre tête, dans le salon de la maison familiale, ils font défiler les dernières images prises par Mohammed, 12 ans. Sur la vidéo, leurs voisins, des habitants de la colonie juive de Kyriat Arba, près de Hébron, en Cisjordanie, se dirigent vers une synagogue improvisée - une tente surmontée d'une étoile de David géante - installée sur le terrain des Jabaari, à une centaine de mètres de leur maison. «*Le plus important quand tu filmes, c'est que la main ne tremble pas*», explique Mohammed, d'un ton sérieux. «*La caméra nous protège contre les colons et les pierres*», ajoute-t-il.

La famille Jabaari, ainsi que plusieurs autres familles palestiniennes, est installée à l'entrée d'Hébron, sur une bande de terre prise en tenaille entre Kyriat Arba et Givat Avot, une extension récente de la colonie, à quelques dizaines de mètres des habitations palestiniennes.

Après un incident sérieux, en avril 2007, au cours duquel des colons ont pris à parti plusieurs des enfants Jabaari et lancé des pierres contre leur maison, l'organisation de défense des droits de l'homme israélienne B'Tselem leur a donné une caméra, dans le cadre de son programme «*Shooting Back*» (Filmer pour se défendre). «*Les caméras sont très dissuasives. Les colons réfléchissent à deux fois avant de harceler des Palestiniens munis d'un caméscope*», explique Issa Amro, responsable du secteur de Hébron pour B'Tselem. «*Nous apprenons surtout aux enfants, qui sont particulièrement réceptifs, à se servir des caméras. Nous en profitons pour leur expliquer que les moyens non violents, comme les caméras, sont plus efficaces que les pierres*», ajoute-t-il.

Heurts fréquents. Une centaine de caméras ont été distribuées depuis le début 2007 par B'Tselem à des familles palestiniennes vivant dans des zones de Cisjordanie, comme à Hébron, où les heurts avec les colons sont très fréquents. Aux termes d'un accord avec l'Autorité palestinienne, Israël a évacué en 1997 80 % de la ville, occupant une enclave autour du Caveau des patriarches, où quelques centaines de colons vivent retranchés au milieu de 150 000 Palestiniens, sous la protection de l'armée. Les images vidéo recueillies par les Palestiniens sont ensuite conservées et archivées par l'organisation, qui les met à la disposition des journalistes. «*De trop nombreux incidents ne sont jamais rapportés et restent invisibles parce que les journalistes ne peuvent être partout. Nos caméras permettent de les porter à la connaissance du public, et du même coup de faire diminuer le nombre et l'intensité des violences*», explique Oren Yakovobich, responsable du programme de B'Tselem.

Alors qu'il était encore en phase de test, «*Shooting Back*» a reçu le soutien financier de donateurs américains après la diffusion, en mars 2007, par les médias israéliens et internationaux, d'une Israélienne insultant pendant plusieurs minutes sa voisine palestinienne dans la vieille ville de Hébron. Mais l'incident le plus grave filmé par une caméra de B'Tselem s'est produit en juin : deux colons, masqués et armés de bâtons, frappant des bergers palestiniens près de Hébron. Quelques jours après la diffusion de la vidéo par la BBC, les deux jeunes ont été arrêtés par la police israélienne.

«Hors contexte». B'Tselem a enregistré plus d'une quarantaine de cas de violences - tirs, coups, jets de pierres - perpétrés par des colons contre des Palestiniens au cours de l'année 2007 en Cisjordanie et 14 cas depuis le début de l'année 2008.

Le porte-parole de la communauté juive de Hébron met en doute la fiabilité des images fournies par l'organisation de défense des droits de l'homme. «*Les images sont très facilement manipulables et les vidéos sont prises hors contexte. Elles ne montrent pas ce qui s'est passé avant. Peut-être y a-t-il eu une provocation ?*» estime David Wilber. Selon lui, de nombreux Israéliens vivant à Hébron ont peur des Palestiniens, qui sont souvent armés.

«**Argent**». Abed Karim Jabaari est quant à lui bien convaincu que sans la caméra de B'Tselem, il serait déjà en prison : «*Si je ne les filmais pas, les colons m'accuseraient auprès de la police de lancer des pierres, et je serais immédiatement emprisonné. Ils veulent qu'on parte. Leur rabbin vient souvent nous voir pour nous proposer de l'argent. Il nous dit que nous n'avons qu'à dire combien nous voulons et qu'il nous le donnera. Mais où irai-je ? Ici c'est ma maison, ma terre. Je n'en partirai que mort.*»

QUOTIDIEN : jeudi 10 juillet 2008

<http://www.liberation.fr/actualite/monde/338183.FR.php?xtor=EPR-450206>

1-2 Un journaliste palestinien torturé par les services secrets israéliens, après avoir remporté un prix de journalisme à Londres.

Muhammad Omar, qui revenait à Gaza après avoir reçu le prix 2008 Martha Gellhorn du Journalism à Londres, a été sauvagement agressé par les services secrets israéliens.

Muhammad Omar est un jeune journaliste du camp de réfugiés de Rafah et il est le correspondant du « Washington Report ». Il a reçu ce prix ex æquo avec Dahr Jamail, journaliste américain qui a été en poste en Irak plusieurs années.

Avant de partir pour l'Angleterre, y recevoir son prix, Omar s'est exprimé en Suède, Hollande et Grèce sur la situation à Gaza.

Le député hollandais Hans Van Baalen, président du comité parlementaire pour les relations étrangères, et John Pilger, Prix Pulitzer de journalisme, avaient passé des semaines à parlementer pour qu'Israël délivre un permis de sortie, autorisant le jeune reporter à voyager en Europe et à Londres en particulier.

Mais la punition eu lieu au retour. Dès qu'Omer est arrivé à Amman, les diplomates hollandais qui avaient facilité son voyage l'ont informé que les Israéliens ne voulaient pas l'autoriser à rentrer. Après d'autres interventions de ses amis hollandais, Omer a finalement obtenu le feu vert et au matin du 26 juin il a traversé la Jordanie en direction des territoires occupés via le pont Allenby.

Arrivé côté israélien, il a alors eu affaire aux services secrets israéliens (Shinbet) qui lui ont fait subir un interrogatoire, avec fouille au corps et menottes pendant des heures.

Les Israéliens, tout en le narguant « Oh, alors c'est vous qui avez obtenu un prix de journalisme », l'on forcé à se mettre tout nu et s'étendre face contre sol, puis ils lui ont marché sur le cou. Il a perdu conscience, et a été transporté à l'hôpital de Jéricho et de là par ambulance à Gaza.

Tous ses bagages lui ont été confisqués, à l'exception de son passeport et de son téléphone mobile.

Le parlementaire Hans van Baeelen, qui a négocié son aller et retour, a déclaré qu'on avait aspergé le visage de Muhammad avec du poivre avant qu'il ne soit transporté à l'hôpital de Jericho. Il a indiqué qu'il ne laisserait pas les choses en l'état et que les autorités israéliennes devaient rendre des comptes sur cette agression.

Muhammad, 22 ans, est né et a grandi dans le camp de réfugiés de Rafah, au Sud de la Bande de Gaza, près de la frontière égyptienne. Aîné d'une famille de 8 ans, il a commencé à travailler l'âge de 6 ans pour aider sa famille, son père étant dans une prison israélienne. Ce qui ne l'empêcha pas de devenir traducteur à l'âge de 17 ans, puis journaliste pour plusieurs journaux et magazines internationaux à 18 ans.

Jeudi 03 Juillet 2008

http://www.alterinfo.net/Un-journaliste-palestinien-torture-par-les-services-secrets-israeliens.-apres-avoir-remporte-un-prix-de-journalisme-a_a21364.htm

1-3 La décision américaine qui vise la chaîne d'Al-Aqsa affirme la force des médias résistants.

Le porte-parole des comités de la résistance populaire en Palestine Abou Moudjahid a affirmé que la chaîne palestinienne "Al-Aqsa" est prise en cible à travers le projet d'une décision au congrès américain faisant partie d'une série de mesures américaines contre les peuples arabes et islamiques.

Abou Moudjahid a précisé, que cette position américaine contre la chaîne d'Al-Aqsa n'est pas nouvelle et n'est pas une surprise, parce que les autorités américaines prennent en cible les médias libres qui dévoilent la vérité de la 'démocratie' américaine.

Il a déclaré que cette décision vient pour présenter un grand certificat pour le rôle médiatique résistant de la chaîne d'Al-Aqsa et pour son soutien fort du choix de la résistance, qui représente le choix des peuples de la nation.

Gaza – CPI 9/7

2 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Plus de 900 millions de dollars d'aide versés à l'Autorité palestinienne.

L'Autorité palestinienne a reçu "plus de 900 millions de dollars" (575 millions d'euros) sur les quelque 7,4 milliards de dollars (5,15 milliards d'euros) d'aide promis lors de la conférence internationale des donateurs pour l'Etat palestinien qui s'est tenue à Paris le 17 décembre 2007, a affirmé la France lundi.

Le ministère des Affaires étrangères s'est félicité des résultats obtenus après six mois, estimant dans un communiqué que le montant des versements "témoigne du haut degré de confiance que la communauté internationale place dans la politique mise en oeuvre par l'Autorité palestinienne".

Le ministre Bernard Kouchner organisait une réunion de suivi dans la soirée de lundi, avec la participation des co-présidents de la conférence de Paris, Tony Blair, envoyé spécial du Quartette pour le Proche-Orient (Etats-Unis, Union européenne, Russie, Nations unies), et Benita Ferrero-Waldner, commissaire européenne aux Relations extérieures, un représentant du ministre norvégien des Affaires étrangères Jonas Støre. Une autre réunion de suivi sera organisée dans les prochaines semaines.

"Les pays qui n'ont pas encore versé l'aide budgétaire promise seront invités à le faire pour soutenir l'Autorité palestinienne au second semestre", précise le Quai d'Orsay, ajoutant que "l'aide projet se met également en place rapidement" et que "des accords à hauteur d'1 milliard de dollars (638,4 millions d'euros) ont été signés avec l'Autorité palestinienne".

Paris trouve "satisfaisante" la mise en oeuvre du plan de réforme et de développement palestinien, mais souligne que "la situation économique des Territoires palestiniens demeure fragile". "Seul un rapide et important allègement des restrictions (israéliennes) à la circulation permettra de consolider la croissance économique", juge-t-on. "Les co-présidents inviteront Israël à faire plus pour consolider la dynamique de réforme des institutions palestiniennes et de renforcement de l'économie", grâce à "des mesures simples" comme "l'attribution d'une seconde licence de téléphone et la réouverture de la chambre de commerce palestinienne".

La situation dans la Bande de Gaza devait également être évoquée lors du dîner de travail, qui sera selon le Quai d'Orsay "l'occasion d'évoquer l'ensemble des conditions nécessaires à la réalisation effective de (...) la création d'un Etat palestinien viable vivant en paix et en sécurité aux côtés d'Israël".

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=4807

2-2 Gaza : le Hamas souhaite une augmentation des livraisons alimentaires.

Une délégation du Hamas est arrivée mardi au Caire pour discuter avec la direction égyptienne de la trêve conclue avec Israël et se plaindre des volumes insuffisants de livraisons alimentaires et autres dans la bande de Gaza depuis Israël, rapporte l'agence égyptienne MENA. En dehors des questions relatives à la trêve en vigueur dans la bande de Gaza (sa durée, un échange de prisonniers et les derniers regains de violences), le Hamas entend discuter de la reconstruction et de l'ouverture du point de passage de Rafah entre l'Egypte et le territoire palestinien.

Entièrement isolé, ce petit territoire est boycotté depuis par Israël et les Etats-Unis.

La Cisjordanie est restée sous le contrôle de Mahmoud Abbas, qui bénéficie d'une assistance financière occidentale.

RIA Novosti 9/7

2-3 L'émissaire de l'ONU exprime son 'inquiétude' face à la situation à Gaza.

L'émissaire des Nations Unies pour le processus de paix, Robert Seri, a déclaré : "la situation à Gaza est une priorité pour moi depuis que j'ai pris mes fonctions en janvier dernier."

Lors d'une conférence de presse qui a eu lieu après sa rencontre aujourd'hui au Caire avec le ministre égyptien des Affaires étrangères, Ahmed Aboul Gheit, il a affirmé que "tout le monde sait aujourd'hui que la trêve est encore très fragile", et que "le maintien de l'accord est une question essentielle pour l'Organisation des Nations Unies."

Il a discuté avec Aboul Gheit de la possibilité de renforcer la trêve, des négociations israélo-palestiniennes, du dialogue en cours entre la Syrie et Israël, et de la situation au Liban.

Wafa 9/7

3 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Entretien avec Pierre Barbancey : « 60 ans sans État. Palestine : la paix par le droit ».

En vue du débat du dimanche 6 juillet à la Fête du Château de Nice, "60 ans sans Etat. Palestine : la paix par le droit", voici l'interview de Pierre Barbancey, grand reporter à l'Humanité. Seront présents à ses côtés Sonia El Quadi, pharmacienne à l'Hopital d'Hébron, ainsi que Safwan Qassem, président de l'AFPS 06.

Shyankar : Le titre du débat est : « 60 ans sans État. Palestine : la paix par le droit ». Quelle est, à votre avis, la meilleure solution : deux états ou un état bi-national comme nous en entendons de plus en plus parler ?

Pierre Barbancey : Je m'appuie sur ce que demande le peuple palestinien. Les représentants de l'Organisation de Libération de la Palestine (l'OLP) et le peuple palestinien demandent deux états. On ne peut pas dire que dans l'avenir il n'y aura pas de possibilités de voir un état avec deux peuples, mais je crois qu'aujourd'hui les relations sont telles et le contentieux est tellement énorme depuis 60 ans qu'on peut, de manière utopique, se dire qu'il y aura un état pour deux peuples. Mais je crois que la réalité politique et le bon sens politique veulent que ce soit deux états pour deux peuples. Bien évidemment j'entends dans les frontières de 1967, avec Jérusalem-est comme capitale, et avec la prise en compte du droit au retour des réfugiés palestiniens ; c'est à dire prendre en compte la feuille de résolution de l'ONU.

S. : [Palestine ou l'apartheid : adhérez-vous avec la thèse de Marwan Bishara et, dans une moindre mesure, avec celle de Jimmy Carter ?](#)

P. B. : Il faut toujours faire attention avec l'utilisation des mots, comme génocide ou apartheid. Je ne suis pas pour utiliser le mot génocide mais plutôt celui d'épuration ethnique.

S. : [Comme l'entend Illan Pappé dans son dernier ouvrage ?](#)

P. B. : Illan Pappé en parle surtout de manière historique, en particulier sur ce qui s'est passé en 1947 et 1948. Cela montre et prouve effectivement une réalité.

Pour en revenir au terme d'apartheid, la construction du mur en Cisjordanie, que les Palestiniens appellent d'ailleurs le mur de l'apartheid, procède à une espèce de nettoyage ethnique dans les territoires palestiniens. Ils sont obligés de quitter ces zones là, autant leurs habitations que les champs qu'ils cultivaient. Alors je pense que oui, d'une certaine manière, on peut en arriver à dire qu'il y a une sorte d'apartheid qui est en train de se développer, d'abord vis-à-vis des Palestiniens, mais aussi des Arabes-israéliens qui n'ont pas totalement les mêmes droits que les israéliens.

S. : [Parlons maintenant d'Annapolis. Enterré avant même d'être signé, enterré depuis l'opération « Hiver chaud », ou pas totalement ?](#)

P. B. : J'étais envoyé spécial de l'Humanité à Annapolis quand il y a eu cette conférence. J'étais très sceptique au départ, mais en même temps le scepticisme ne veut pas dire qu'il ne faut pas accompagner, qu'on ne peut être des jusqu'au-boutistes. Il ne faut pas oublier que la population palestinienne souffre depuis 60 ans, et que c'est d'abord à elle qu'il faut penser sur les « pas en avant » qui sont possibles. Alors quand les Palestiniens disent « il faut y aller », il faut tenter quelque chose. Je pense vraiment qu'il faut les suivre et tenter.

Avec ce qu'il s'est passé avant Annapolis c'est vrai que l'on peut avoir quelques doutes. De même qu'avec ce qu'il s'est passé pendant.

Je parlais avec Bernard Kouchner, le ministre des Affaires étrangères, qui me disait : « Vous ne comprenez pas, c'est un moment historique ». Grand moment historique ? Est-ce que Israël a lancé le désengagement derrière les frontières historiques ? Ce n'est malheureusement pas le cas. Et puis, surtout, le problème c'est qu'on voit bien l'attitude américaine, de G. W. Bush en particulier, qui a voulu arranger l'ensemble des choses alors même qu'il existait déjà la feuille de route lancée par le Quartet. Ce qui se passe c'est que Bush a annoncé qu'Annapolis se passait sous supervision américaine. Hors je crois que c'est bien là le problème, c'est là où le bât blesse. Depuis des années et des années on a laissé autour de la table les Palestiniens, les Israéliens et les Américains. Au bout du compte, les Palestiniens se sont retrouvés tout seul face à deux interlocuteurs. C'est bien ça qu'il faut aujourd'hui rompre.

S. : [Encore un espoir dans ce cas ?](#)

P. B. : Je crois que quand on se bat il ne faut jamais perdre l'espoir, les choses peuvent toujours avancer. Je crois qu'il faut retrouver l'unité du mouvement palestinien. Historiquement, les Palestiniens ne se sont jamais retrouvés dans une telle situation, c'est à dire avec une division géographique et en même temps une division politique. C'est une situation très grave qui ne fait que servir les intérêts de l'occupant et qui ne permet pas aux Palestiniens de s'exprimer totalement. Je crois aussi, que l'Union européenne, la France en particulier et les peuples en Europe se bougent beaucoup plus pour faire entendre la voix de la raison. Cette voix de la raison ce sont les résolutions des nations-unies. Ils ont fait en sorte que le Kosovo soit indépendant aujourd'hui, c'est donc des choses qui sont possibles. Ces actions politiques sont possibles et n'ont jamais lieu quand il s'agit des Palestiniens. Quand on en voit certains qui s'activent, de manière à mon avis très politicienne, comme Robert Ménard par exemple ; j'aimerais qu'il en fasse tout autant pour les Palestiniens et évidemment il ne le fait jamais. Mais encore une fois, je crois que des avancées sont possibles. On voit aujourd'hui qu'il y a une volonté politique claire d'isoler l'Iran. Pour ce faire, ils sont décidés à calmer un certain nombre de conflits potentiels ou de foyers de tensions dans la région : on peut parler du Liban, on peut parler de la Syrie ; mais sans jamais résoudre totalement le problème palestinien.

[La trêve, un nouveau coup d'épée dans l'eau ?](#)

P. B. : Il faut être clair sur ce point. Rien n'est gagné, rien n'est joué d'avance. Il faut prendre la trêve pour ce qu'elle est : un ballon d'oxygène pour les 1 500 000 Palestiniens qui sont coincés dans la bande de Gaza et qui doivent survivre au blocus israélien. Il faut espérer que dans les jours qui viennent, dans les semaines qui viennent, le blocus se lève. Que ce soit totalement on ne peut pas l'espérer mais au moins partiellement pour qu'ils puissent enfin vivre un petit peu mieux et sans avoir constamment des incursions israéliennes. Évidemment là où c'est compliqué c'est que cette trêve se passe avec le Hamas, ce qui redonne un sursaut politique au Hamas face à Mahmoud Abbas qui est incapable d'avoir une trêve de ce type là en Cisjordanie.

Il y a des questions politiques qui se posent et encore une fois, rien n'est complètement contradictoire. Les contradictions peuvent être utilisées pour avancer. Cette trêve est bénéfique pour les Palestiniens qui sont à Gaza

et je crois que ça c'est à prendre en compte. Malheureusement Israël a déjà prévenu qu'il préparait quand même une opération de grande envergure. C'est bien là le problème...

Évidemment il y a aussi l'histoire du soldat Gilad Shalit, détenu par le Hamas depuis quasiment 2 ans : les israéliens veulent le faire libérer parce qu'ils en ont besoin d'un point de vue politique, à un moment où le premier ministre israélien, Ehoud Olmert, est affaibli par des affaires de corruptions. Le paradoxe aujourd'hui est que pour qu'il y est une survie politique, il faut qu'il y ai une espèce de « fuite en avant » d'un processus de paix ou d'un processus de négociation avec l'ensemble des pays qui sont en partie occupés par Israël aujourd'hui. Voilà la situation, et encore une fois, il faut des actions politiques fortes. On le voit dans un mauvais sens politique aujourd'hui mais il faut pousser les choses et il faut maintenant inverser la balance et progressivement se bouger beaucoup plus qu'ils ne le font actuellement.

Vous parliez de Mahmoud Abbas, souvent décrié, voire rejeté. Mahmoud Abbas est-il trop en manque de légitimité pour paraître crédible autour d'une table de négociation ?

P. B. : Je dirais qu'il n'est pas en manque de légitimité. Mahmoud Abbas a été élu à une élection présidentielle relevée par l'ensemble des observateurs internationaux comme démocratique. Mahmoud Abbas a une légitimité aujourd'hui incontestable. Le seul problème, c'est que la stratégie qu'il a choisi aujourd'hui, qui est de poursuivre les discussions et les négociations avec Israël, ne porte pas ses fruits. De fait, il donne raison au Hamas qui préfère une confrontation directe voire armée avec Israël. Là, il y a de grandes discussions au sein de l'OLP, justement pour demander à Mahmoud Abbas de suspendre toutes négociations tant qu'Israël continue à maintenir son blocus sur Gaza et tant qu'Israël continue à agresser des Palestiniens. Mahmoud Abbas n'est donc pas complètement délégitimé, j'entends que l'ensemble du peuple palestinien est pour les négociations dans le but d'arriver à la création d'un état palestinien. Maintenant ce qu'il faut dire c'est qu'Annapolis parlait de la création de cet état à la fin 2008 début 2009, donc vers la fin du mandat de G. W. Bush. On avait déjà dit ça malheureusement avec la feuille de route pour 2005 et ça ne s'est toujours pas produit, mais prenons les au mot : chiche, la création d'un état palestinien dans les frontières de 1967 avec Jérusalem-est comme capitale fin 2008, et il faut vraiment se mettre au travail pour que cela soit réalité.

10 juillet 2008

Pierre Barbancey

Propos recueillis par Shyankar, rédacteur de [Comprendre ce là-bas](#)

<http://www.legrandsoir.info/spip.php?article6867>

3-2 L'étau autour des Palestiniens se resserre, et ...

1 ... Haïm Ramon veut exclure les quartiers arabes de Jérusalem.

Le vice-Premier ministre israélien Haïm Ramon a proposé jeudi d'exclure les quartiers arabes de Jérusalem afin de protéger la ville sainte, après l'attaque de mercredi. Celle-ci a fait quatre morts, dont l'auteur de l'agression, un ouvrier palestinien en conflit avec la municipalité au sujet de sa maison.

M. Ramon, qui s'exprimait à la radio de l'armée israélienne, a suggéré de dévier la route de la barrière de séparation construite par Israël autour de la plus grande partie de la ville afin de contourner les quartiers Est. Ces quartiers, a argué le ministre, "ont été annexés en 1967". "Nous les appelons Jérusalem alors qu'il n'y a pas un Hiérosolymitain là-bas. Aucun Israélien ne les approche", a-t-il affirmé. Ces quartiers devraient être traités comme s'ils faisaient partie de la Cisjordanie "parce que c'est ce qu'ils étaient à l'origine", selon lui. Et d'ajouter que les habitants de ces secteurs, une fois séparés de Jérusalem, devraient perdre leurs droits de résidence israéliens, qui leur permettent de travailler et de se déplacer librement dans le pays.

Israël présente la barrière comme une protection mais ses détracteurs estiment que son tracé est largement déterminé par des considérations démographiques et vise à inclure le plus possible de terrain en excluant le plus possible de Palestiniens.

Hussam Dwayat, 30 ans, a apparemment agi seul, selon la police. On ignore les raisons de son acte mais les autorités municipales ont confirmé que l'ordre avait été donné en 2005 de détruire sa maison, bâtie sans permis. L'homme a obtenu gain de cause en justice mais a écopé de dizaines de milliers de dollars d'amende.

Nombre de Palestiniens de Jérusalem ont construit illégalement, trouvant trop difficile d'obtenir l'autorisation des autorités israéliennes.

Les Palestiniens exigent d'obtenir le contrôle de Jérusalem-Est en tant que capitale de leur futur Etat indépendant, dans le cadre d'un accord de paix, mais Israélien refuse, bien que le Premier ministre Ehoud Olmert et Haïm Ramon semblent envisager de renoncer à certains quartiers arabes.

En réaction à l'attaque de mercredi, le Parlement israélien a donné son accord à un projet de loi de retrait des droits de résidence aux familles des Palestiniens ayant commis des agressions. Les autorités étudiaient aussi la possibilité de raser la maison de l'assaillant -une pratique abandonnée depuis 2005. Le porte-parole d'Ehoud Olmert a déclaré qu'aucune décision n'avait encore été prise.

2 ... Les sionistes a l'œuvre...

Israël examinait jeudi la possibilité de détruire la maison du Palestinien de Jérusalem-est auteur d'une attaque a la peleteuse la veille au centre-ville.

a) Olmert : Le principe d'une généralisation d'une telle sanction était discuté par le procureur général de l'Etat et les responsables politiques et militaires concernés, à la suite d'une requête du gouvernement dans la foulée de l'attentat.

"Il faut stopper les attaques terroristes perpétrées par les Arabes de Jérusalem-est. Si nous devons pour cela avoir recours à des moyens dissuasifs ou détruire des maisons, nous le ferons", a affirmé le Olmert, cité jeudi par le site internet du quotidien Yédiot Aharonot.

En 2005, le général Moshé Yaalon, un ex-chef d'état-major, avait ordonné la fin de cette pratique, une commission d'enquête militaire ayant conclu qu'au lieu d'être dissuasive, elle poussait les Palestiniens à passer à l'attaque

"Suite à une requête du gouvernement, le procureur général de l'Etat, Menahem Mazouz, examinait jeudi les problèmes légaux que poseraient les destructions de maisons à Jérusalem-est" conquis et annexé par Israël en 1967, a indiqué à l'AFP le porte-parole du ministère de la Justice Moshé Cohen.

Il a précisé que des recommandations seraient ensuite présentées au gouvernement.

b) Interrogé à la radio publique, Netanyahu, chef du Likoud (extrême - droite), a appelé à "user d'une poigne de fer pour punir et réprimer la violence et l'incitation à la violence des terroristes venus de Jérusalem-est (...) y compris à l'aide de mesures législatives dissuasives".

Les formations de l'opposition de droite tentent de promouvoir six textes de lois prévoyant de priver les familles de 'terroristes' de leur citoyenneté israélienne et de leurs droits afférents.

c) Le ministre pour les Affaires sociales, Yitzhak Herzog, a d'ores et déjà supprimé les allocations octroyées à la famille de Dwayyat, a indiqué à l'AFP un de ses collaborateurs.

NB : 250.000 Palestiniens vivent à Jérusalem-est et disposent de pièces d'identité israéliennes qui leur octroient diverses facilités (liberté de circuler en Israël, allocations familiales, caisse maladie).

"Ils sont habilités à participer aux élections municipales, mais seul 4 à 5% d'entre eux profitent de ce privilège", selon Hillel Cohen, expert du Centre d'études de Jérusalem.

Pour Meir Margalit, porte-parole du Comité contre les destructions de maisons, cette mesure héritée des lois d'urgence du mandat britannique sur la Palestine constitue "une punition collective".

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=4799

3-3 Bilin, Ni'ilin : mur d'annexionmur d'expansion.

1 La construction du mur d'annexion en Cisjordanie se poursuit.

Le rapport du PCHR :

Occupation et résistance en Palestine : le rapport du PCHR

En dépit de la décision de la Cour internationale de Justice de La Haye du 9 juillet 2004 déclarant ce mur illégal, en dépit des obligations qui y sont stipulées pour tous les Etats de contraindre Israël à en respecter les termes, la construction du Mur d'annexion de la Cisjordanie se poursuit.

Aux manifestations non violentes organisées contre la construction du Mur à Bil'in et Ne'lin, à l'ouest de Ramallah, à al-Ma'sara, au sud de Bethléhem, et à Far'oun, au sud de Tulkarem, les forces d'occupation répondent par la force. Ces manifestations sont organisées par les civils palestiniens, ainsi que par des internationaux et des militants israéliens pour les droits humains.

Bil'in. Le vendredi 27 après la prière, les manifestants brûlent des pneus pour réagir devant la fermeture des portes du mur. Aussitôt, les soldats tirent à balles enrobées de caoutchouc et lancent des lacrymogènes. Des dizaines de manifestants, dont deux internationaux, souffrent des inhalations de gaz.

Al-Ma'sara, sud de Bethléhem. Même manifestation, le vendredi, des Palestiniens, internationaux et militants israéliens. Quand les manifestants se dirigent vers les terres confisquées par l'occupant pour le mur, essayant de franchir les barbelés posés par les soldats, ceux-ci réagissent par la violence. Des manifestants sont violemment frappés et certains d'entre eux souffrent des gaz respirés.

Ne'lin, village à l'ouest de Ramallah. Le mardi 1er juillet. Des dizaines de civils palestiniens, des internationaux et militants israéliens se rassemblent dans le centre du village. Ils se dirigent vers les terres qui ont été rasées par l'occupant pour construire une section du mur qui passe dans le village. Les soldats réagissent immédiatement avec des tirs de balles enrobées de caoutchouc et des lacrymogènes sur les manifestants. 5 Palestiniens, dont 2 mineurs, sont blessés. Ces civils sont âgés de 12, 17, 18, 19 et 21 ans.

Cette semaine, les colons de Cisjordanie ne se sont pas fait remarquer par leurs violences habituelles.

Document public envoyé par le PCHR le 5/7/08

[CAPJPO-EuroPalestine](http://www.europalestine.com/spip.php?article3297)

Lundi 07 Juillet 2008

<http://www.europalestine.com/spip.php?article3297>

2 Manifestations de protestations des Palestiniens contre les actes expansionnistes du régime sioniste

.Sourd aux appels de la communauté internationale à lever le blocus des Palestiniens, le régime sioniste s'acharne encore davantage à resserrer l'étau autour d'eux. Dans le même droit fil, ce régime a déclaré « zone fermée militaire » une grande partie des régions avoisinantes de Ramallah, en Cisjordanie et y empêche la circulation des Palestiniens.

A noter qu'au cours de ces derniers jours, diverses régions de la Cisjordanie ont été le théâtre des manifestations de protestations des Palestiniens contre les actes expansionnistes du régime sioniste, entre autres la construction du mur de séparation, dont l'objectif est de morceler les régions palestiniennes et d'empêcher ainsi la création d'un Etat indépendant palestinien. Dans un tel contexte, le régime sioniste fait pressions sur les Palestiniens afin de les forcer à se plier devant sa politique de domination. S'inscrit dans le cadre de la même logique, l'intensification par le régime sioniste de la politique de répression et d'harcèlement des Palestiniens à laquelle le monde est témoin notamment, à Gaza où les Palestiniens vivent dans des conditions ô combien intenable. En effet, l'objectif du régime sioniste est de réunir les conditions nécessaires à la mort à petit feu des Palestiniens. Dans le cadre d'une trêve conclue avec le Hamas, le régime sioniste s'était engagé de mettre fin au blocus de la bande de Gaza, mais, loin d'honorer ses engagements, il a encerclé même certaines régions de la Cisjordanie. Et c'est une violation flagrante de l'accord du cessez-le-feu, que ce régime a dû signer le Mouvement de la Résistance islamique de la Palestine, Hamas. Ceci étant, le régime sioniste cherche à étendre ses crimes à l'encontre des Palestiniens, en vue de les mettre dans une situation difficile. En effet, fort du soutien Etats occidentaux prétendant défendre les droits de l'homme et encouragé par le laxisme et l'indifférence des instances internationales, le régime sioniste poursuit, en toute impunité, ses crimes à l'encontre des Palestiniens

07 Juillet 2008

http://www.alterinfo.net/Le-regime-sioniste-resserre-l-etau-autour-des-Palestiniens_a21518.html

3 Témoignage de Iyad Burnat : Un Palestinien et 2 Français blessés à Bilin.

Vendredi, les villageois de Bil'in ont marché, accompagnés de militants internationaux et israéliens en portant des drapeaux palestiniens et des banderoles demandant le démantèlement du Mur et des colonies israéliennes. Ils ont demandé également à la communauté internationale de lever le siège de Gaza et d'aider les Palestiniens à conserver Jérusalem.

Les participants ont également exigé que l'armée israélienne cesse de tuer des civils palestiniens et qu'elle mette fin à l'utilisation de balles réelles contre les manifestants non-violente.

Alors qu'ils s'approchaient du mur de séparation, les Forces d'Occupation Israélienne ont empêché les villageois d'atteindre la porte qui est censée donner accès à leurs terres, et les soldats ont tiré des bombes lacrymogènes, des bombes assourdissantes et des balles de caoutchouc.

Trois militants ont été blessés par les Forces d'Occupation Israélienne vendredi lors de la manifestation hebdomadaire de protestation contre le mur de séparation à Bil'in, un village situé à l'ouest de Ramallah ; deux d'entre eux sont des militants français : Sonia Slo et Iman et le troisième est un Palestinien âgé de 65 ans, Mohamad Ali Abo Sa'di.

D'autre part, des dizaines de manifestants ont été traités pour inhalation de gaz lacrymogène.

Source : <http://www.bilin-ffj.org/>

Iyad Burnat

<http://www.ism-suisse.org/news/article.php?id=9370&type=temoignage&lesujet=Non%20Violence>

06/07/2008

Le 29 Mai 2008, Michael Sfar, l'avocat de Bil'in, a demandé à la Haute Cour de justice d'établir que l'Etat a violé sa décision concernant la barrière à Bil'in.

Michael Sfar a fait valoir que l'Etat devrait être condamné pour outrage à l'autorité judiciaire. En effet, depuis la décision de la cour datant de septembre 2007 ordonnant de modifier le tracé de la barrière dans un délai « raisonnable », sept mois se sont écoulés pendant lesquels le système de sécurité n'a même pas présenté la nouvelle route.

<http://www.bilin-village.org/francais/>

4 Heurts dans le village de Ni'ilin.

Des coups de feu ont retenti dimanche dans une localité de Cisjordanie dont les habitants ont manifesté dimanche contre le bouclage mis en place l'avant-veille par les forces israéliennes après une série de heurts.

Un résident de ce village de 5.000 âmes nommé Ni'ilin, a fait état d'une cinquantaine de personnes intoxiquées par les gaz lacrymogènes ou blessées par les balles en caoutchouc utilisées par Tsahal pour les disperser.

L'armée israélienne signale quant à elle un blessé dans ses rangs, mais n'avance aucun bilan côté palestinien à l'issue de cette troisième journée d'affrontements. Les journalistes dépêchés dans le village, situé à une vingtaine de kilomètres à l'est de Tel-Aviv, ont été refoulés par les militaires.

Des habitants joints par téléphone affirment qu'il leur est interdit de quitter Ni'ilin depuis vendredi. L'armée indique quant à elle qu'un couvre-feu diurne a été imposé dimanche pour une durée indéfinie. Ni'ilin est l'un des hauts

lieux de la contestation contre la "barrière de sécurité" dont les autorités israéliennes ont entrepris la construction en Cisjordanie. Ce mur empiète sur le territoire palestinien occupé, ce qui lui a valu d'être condamné en 2004 par la Cour internationale de Justice. Les Nations unies soulignent qu'Israël n'a pas tenu compte de ce jugement. Israël fait valoir que la clôture, qui par endroits revêt l'aspect d'un mur de béton et ailleurs est faite de fils de fer barbelés, a pour but d'empêcher les auteurs d'attentats suicides de pénétrer en Israël, mais elle englobe aussi des blocs de colonies juives, coupant des villages de Cisjordanie des terres cultivées par leurs habitants.

Les chantiers de construction sont le théâtre de sanglants affrontements entre forces de sécurité israéliennes et Palestiniens souvent soutenus par des manifestants de gauche originaires d'Israël ou d'ailleurs.

Hindi Mesleh, un habitant de Ni'ilin qui s'est entretenu avec des journalistes à l'extérieur du village, a expliqué qu'il avait réussi à s'en échapper. Il a qualifié le bouclage de punition collective et affirmé que les vivres et les médicaments ne pouvaient entrer dans la localité.

Selon Salah al Khawaja, porte-parole du Comité de Résistance au Mur de Ni'ilin, les villageois ont pu sortir de leur maison pendant environ deux heures dimanche soir lorsque les soldats ont quitté la localité pendant une courte période.

L'armée a laissé des tracts disant que le bouclage serait maintenu tant que la violence persisterait, a-t-il dit. Les blessés et autres malades n'ont pu quitter le village pour aller se faire soigner, a-t-il ajouté - une accusation rejetée par l'armée. Tsahal a dit samedi que les forces de sécurité avaient été attaquées par des centaines de Palestiniens qui les ont bombardées de pierres et ont fait rouler dans leur direction des pneus enflammés, blessant un policier.

Une autre manifestation s'est tenue samedi en dépit du bouclage et des jeunes ont bloqué des routes utilisées par les bulldozers pour se rendre sur le chantier, ont rapporté des habitants.

Les forces de sécurité israéliennes ont tiré des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes, blessant au moins sept personnes, ont rapporté des habitants. Pour l'armée, deux policiers ont été blessés par des pierres, après quoi les forces de sécurité ont utilisé des moyens de dispersion des émeutes

7/7.

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=4805

5 Israël lève le couvre-feu imposé à Nilin en Cisjordanie.

L'armée israélienne a levé mardi le couvre-feu imposé à la localité cisjordanienne de Nilin, où des manifestation ont eu lieu autour de la construction de la "barrière de sécurité" israélienne.

Le couvre-feu "a été levé tôt ce matin" Les habitants ont promis de ne pas protester et de maintenir le calme dans le village.", a déclaré un porte-parole militaire.

Lundi, les soldats de Tsahal ont lancé des gaz lacrymogènes et des grenades éblouissantes, faisant au moins trois blessés parmi des habitants de Nilin qui protestaient contre l'édification de la muraille en Cisjordanie, ont indiqué des témoins.

08-07

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=4809

3-4 L'illégalité de la construction du mur d'expansion israélien.

Délégation Générale de Palestine en France :

Communiqué de presse :

Paris, le 9 juillet 2008

Le 9 juillet 2008 marque le 4^e anniversaire de la décision de la Cour de Justice Internationale annonçant par son avis consultatif l'illégalité de la construction du mur d'expansion israélien dont le tracé est pour 80% sur les Territoires palestiniens occupés.

Depuis 1967, la colonisation israélienne avait pour objectif et comme effet de modifier artificiellement le statut des Territoires palestiniens occupés que ce soit physiquement et/ou que ce soit démographiquement afin de compromettre à terme leur restitution aux Palestiniens.

Malgré l'argumentation israélienne alléguant que le mur, dont la construction effective se poursuit depuis l'été 2002, est destiné à des objectifs de sécurité, il est évident que celui-ci fait en réalité partie de l'infrastructure même de la colonisation israélienne.

En effet, le mur, suit le contour des colonies illégales existantes et atteint une longueur de 755 km, soit deux fois la longueur du tracé de la frontière de 1967 communément appelée, la « *ligne verte* ». Israël entend ainsi consolider les « blocs » des principales colonies et intégrer à Israël 60 colonies (dont 12 à Jérusalem-Est), peuplées par une grande majorité des 450 000 colons (environ 89% des colons israéliens de Cisjordanie).

Ce faisant, le mur annexera 12 % de la Cisjordanie qui, une fois combiné aux zones de contrôle des colonies à l'est du mur et dans la vallée du Jourdain, ne laissera aux Palestiniens que 54% seulement de la Cisjordanie (frontières de 1967), soit 13 % de la Palestine historique.

Ce mur et les colonies violent le droit international incluant la quatrième convention de Genève, ratifiée par Israël en 1951. Celle-ci stipule que la puissance occupante ne peut procéder à la déportation ou au transfert d'une partie de sa population civile dans le territoire qu'elle occupe. Cette politique colonialiste et expansionniste est

clairement condamnée et qualifiée de crime de guerre, par le statut de Rome de la Cour Pénale internationale de 1998 (art.8-B/VIII)

En conséquence, nous demandons à la communauté internationale et en particulier à la France, Présidente de l'Union Européenne, d'exiger d'Israël : l'arrêt de la construction de ce mur, le démantèlement des parties déjà construites dans les Territoires palestiniens occupés, l'arrêt du système de permis empêchant la libre circulation et le versement de compensations aux Palestiniens pour les dommages causés par cette politique.

Source : DGPF

Délégation Générale de Palestine en France

Paris, le 9 juillet 2008

Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 Raja Shehadeh : Une petite promenade en Palestine – à moins que ce ne soit le « Grand Israël » ?

"Le nouvel avant-poste juif de Horesh et, plus au nord, les colonies jumelles de Talmon B et C dominaient les collines de ce qui est pour moi la Palestine et pour les colons le « Grand Israël », Eretz Yisrael".

Ma promenade dans les collines de Ramallah avec un journaliste de la radio se passait bien.

Le temps était doux, un bulbul gazouillait, les oliviers gris-vert parsemaient les pentes en terrasses. Nous avons trouvé des plantes natash, un chardon hautement politique puisque les tribunaux militaires israéliens l'utilisent comme preuve qu'une parcelle de terre donnée est abandonnée et tombe donc dans le domaine public et que l'on peut ainsi la confisquer pour l'offrir au « public » : les colons juifs.

Nous avons commencé notre promenade en haut de la colline toute proche de Masra'e Qibiliya, un village peu éloigné de l'Université de Birzeit. Alors que l'air frais caressait mon visage, je tentai d'expliquer les changements spectaculaires qui avaient modifié le paysage palestinien depuis 60 ans. Sur notre droite, le nouvel avant-poste juif de Horesh et, plus au nord, les colonies jumelles de Talmon B et C dominaient les collines de ce qui est pour moi la Palestine et pour les colons le « Grand Israël », Eretz Yisrael. Au creux de la vallée, le village palestinien multicensitaire de Ain Qenya avec sa source ancienne (Ain) est surplombé par la colonie de Dolev. Toutes ces colonies sont à l'est du mur d'annexion israélien.

Tandis que nous descendions, je pensais au discours du Président Bush à la Knesset à l'occasion du soixantième anniversaire de l'Etat d'Israël. Usant d'un langage religieux, il décrivit la fondation de cet Etat comme "la rédemption d'une promesse ancienne faite à Abraham, Moïse et David – une terre pour le peuple élu, Eretz Yisrael".

Le danger rôde dans les collines

Avant que je parte de chez moi ma femme m'avait fait promettre d'être prudent. Récemment un jeune Palestinien qui chassait les oiseaux a été blessé par balle, dans le dos, par des colons israéliens pas loin de l'endroit où nous nous promenions. Un autre homme, d'âge mûr celui là, qui se promenait près de sa maison un après midi a été tué par l'armée israélienne. Je choisis un itinéraire qui évitait le poste militaire et aussi la colline où se trouve Dolev.

A mi-pente nous nous sommes arrêtés pour prendre notre petit-déjeuner, un pique nique de fromage de chèvre de Naplouse et de tomates que nous avons dû manger sans les couper car je ne pouvais pas prendre le risque d'être arrêté sur la route en possession d'un couteau suisse.

Nous nous sommes assis à l'ombre d'une falaise que l'on nomme Urud el Hamam ("le lieu où se réunissent les pigeons"), puis nous avons continué à descendre la pente abrupte jusqu'à Ain Qenya. En chemin nous nous sommes arrêtés plusieurs fois, à l'écoute des bruits matinaux dans le village tout proche : le cri du coq, le marchand ambulancier vantant ses produits mais aussi le son plus sinistre de la bétonnière qui déversait le béton pour de nouvelles constructions dans la colonie de Talmon au nord du village.

Qui vit réellement ici ?

Au moment même où nous sommes arrivés dans la rue principale –la seule- d'Ain Qenya, nous avons remarqué une voiture arrêtée au bord de la route. Le chauffeur portait une kippa tricotée et près de lui était assis un homme plus jeune, avec sur le côté de la tête les boucles des juifs ultra orthodoxes. Le chauffeur descendit sa vitre et demanda « Qui êtes vous ? »

J'ai cru qu'il nous prenait pour des Israéliens qui s'étaient égarés. Je lui dis, rassurant : "J'habite près d'ici". Me regardant droit dans les yeux, le colon m'a dit en mauvais anglais : "Moi, différent de toi, moi je vis ici, vraiment vis ici, pas comme toi". J'ai voulu savoir ce qu'il entendait par "pas comme toi", mais le colon n'a pas répondu, il a remonté sa vitre et commencé à composer le numéro de l'armée sur son téléphone mobile. Nous sommes restés debout, là, mal à l'aise, jusqu'à ce qu'un chauffeur palestinien dont le camion était garé pas loin nous fasse signe de le rejoindre et nous dise de sauter dans son véhicule.

"Ce colon vient de Dolev", nous dit notre chauffeur. "Il vient constamment dans le village pour faire des histoires. Quelque fois il bloque la rue avec sa voiture, ou il amène des colons plus jeunes qui jettent des pierres sur nos maisons et nos voitures".

Quand nous avons voulu tourner pour remonter la colline pour aller à Ramallah, le colon a fait un écart et a bloqué la route. Je me demandai quels mensonges il allait raconter à l'armée mais il nous a finalement laissé passer.

Après avoir passé le barrage militaire et être entré dans Ramallah j'eus le sentiment très net d'arriver dans un ghetto entouré de collines interdites à ses habitants. Alors que l'on me conduisait chez moi, dans ma maison qui surplombe ces collines, je me demandai combien de temps ça prendrait avant que des fanatiques m'empêchent de "vivre vraiment ici".

Raja Shehadeh

6 juillet

<http://www.france-palestine.org/article9387.html>

5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

5-1 Israël bientôt membre de l'Union Européenne.

Le député européen communiste Francis Wurtz vient de saisir le président du Parlement européen.

Dans un courrier public du 12 juin, il indique qu'il « apparaît que des négociations secrètes sont en cours depuis un an entre l'Union européenne et les dirigeants de l'Etat d'Israël. Non pas, hélas, pour tenter de débloquent le processus de paix avec les Palestiniens [...] mais pour examiner une demande proprement inimaginable de la part de Tel Aviv : celui de conquérir les droits d'un quasi-Etat-membre de l'Union européenne.

Selon certaines sources, il semblerait qu'Israël ne demande rien de moins que sa participation à tous les niveaux aux réunions de l'UE sur les questions de sécurité et de dialogue stratégique, aux délibérations du Conseil sur le Maghreb et le Mashrek comme sur les activités de l'UE au sein de l'ONU.

Tel Aviv demanderait en outre à pouvoir participer aux Conseils traitant de thèmes comme l'économie, les finances, l'énergie, l'environnement, les transports, les médias, la jeunesse, l'enseignement supérieur, ou encore à voir constituer une structure parlementaire conjointe Union européenne-Israël. »

Le député, qui dispose de divers documents internes, précise que les demandes israéliennes ont été présentées le 5 mars 2007, qu'un groupe de réflexion s'est réuni sur le sujet le 4 juin 2007, qu'une seconde réunion s'est tenue le 9 octobre 2007. « *Tout cela, sans que la moindre information n'en ait été donnée à la représentation parlementaire de l'Union.* »

2 juillet Faits et Documents n° 258

<http://www.stopusa.be/scripts/texte.php?section=BRBK&langue=1&id=25863>
www.faits-et-documents.com